

Classes sociales et changements de(s) classes

Paul Bouffartigue

Intervention à la soirée débat de « Minimum Deux » sur le thème
« Trahir sa classe sociale ? »- Paris le 11.01.2011

L'esprit de ces soirées est, comme leur nom l'indique, de s'appuyer sur la confrontation de deux points de vue. C'est ce qui m'a permis de découvrir le beau livre de Didier Eribon (2009), qui va sans doute alimenter le plus directement le thème de ce soir. La seconde partie de mon intervention fera davantage écho à ce livre. Mais dans un premier temps je donnerai quelques repères sur la manière dont je pose moi-même, en tant que sociologue et que citoyen engagé, la question des classes sociales, de leurs frontières et de la mobilité entre classes aujourd'hui. Des classes dont on peut dire que, paradoxalement, elles existent à la fois de plus en plus et de moins en moins. Des classes dont le devenir est tributaire avant tout du devenir de luttes sociales et politiques, qui s'aiguisent et vont sans doute s'aiguiser dans la période à venir. Des classes dont les dynamiques mettent de plus en plus à l'ordre du jour, au plan des phénomènes de mobilité sociale, l'enjeu du déclassement social, du « descenseur social », alors que dans les années 1960-1970 l'enjeu de la promotion sociale, en particulier de « l'ascenseur social » des classes populaires vers les classes moyennes était l'enjeu dominant.

Un « retour » dans le débat public, dû au renouveau de la conflictualité sociale

Dans le débat public comme en sociologie mot « classes sociales » était très utilisé jusque dans les années 1970. Il a été disqualifié dans les années 1980. C'était devenu un gros mot. La « révolution conservatrice » dont parle Didier Eribon, à laquelle avait adhéré un pan entier de la gauche officielle, était passée par là. En particulier toute référence à Marx était quasiment « criminalisée ». Il a fallu attendre le grand mouvement social de 1995, mouvement d'opposition à la première contre-réforme majeure de la protection sociale, pour qu'il soit de nouveau possible d'utiliser ce mot. Ne serait-ce que sous forme de question : quelles sont les catégories sociales en lutte ? Quel est le sujet social ou politique mobilisé ? A-t-il un rapport avec

la notion de classes sociales ? Avec les nouvelles réalités de classes ? Avant d'être une question de théorie ou de sociologie, la question des classes est une question politique : quand les classes populaires sont démobilisées elles apparaissent largement invisibles en tant que telles. N'apparaissent en effet au premier plan que les multiples clivages qui les balkanisent, les atomisent. Ainsi en est-il des logiques racialisantes ou ethnisantes. Comme l'écrit Didier Eribon « C'est donc très largement l'absence de mobilisation ou de perception de soi comme appartenant à un groupe social mobilisé ou solidaire parce que potentiellement mobilisable et donc toujours mentalement mobilisé qui permet à la division raciste de supplanter la division de classe » (p. 152). Vous avez d'ailleurs remarqué combien le Front National est silencieux ou inaudible pendant les temps forts de mobilisation sociale, et combien il réapparaît ensuite.

C'est pourquoi, avec d'autres j'ai parlé au début des années 2000, de « retour des classes sociales » (2004). Il s'agit d'un retour dans le débat politique, et, ensuite seulement, dans les préoccupations des intellectuels dont le métier est d'étudier la société.

Mais ce n'est pas et ce ne sera pas un « retour » au paysage des classes des années 1930 à 1960

Pour deux séries de raisons.

De manière pragmatique. Si on accepte qu'une classe puisse se définir par trois « étages », dont la co-présence la constitue au sens le plus fort - une communauté objective de condition sociale et de destin social, un sentiment de partager cette communauté, et enfin un sentiment de jouer un rôle social, culturel voire sociétal ou historique - on voit bien que seule la bourgeoisie présente aujourd'hui toutes ces caractéristiques. En ce sens c'est bien la « dernière classe » comme le disent Monique et Michel Pinçon (2000). Non pas que les communautés objectives de condition et de destin aient disparu, même si elles sont sans doute moins nettes, moins visibles que par le passé. Mais surtout parce les dimensions subjectives de l'appartenance de classe font largement défaut : surtout dans les classes populaires, mais même dans les classes moyennes. Les enquêtes montrent que la propension à refuser de se classer dans une classe a progressé - c'est le cas de la moitié des hommes « actifs » professionnellement en 2003, contre un tiers seulement en 1966 - cette évolution étant plus nette dans les classes populaires. C'est dans les classes moyennes que le sentiment d'appartenir à une classe reste le plus répandu aujourd'hui. Et une partie importante des classes populaires se reconnaissent davantage dans la notion de classe moyenne que de classes populaires ou de classe ouvrière.

De manière plus théorique. Si on adopte, comme Marx ou Bourdieu, une définition non pas substantielle mais relationnelle des classes et des groupes sociaux, il faut partir de ces relations - en particulier des formes des conflits et des luttes qui les opposent et les unissent – afin de les appréhender. Parmi ces luttes il y a une qui reste à mon sens centrale : la « lutte des classes ». Et se poser alors la question en ces termes : quelles sont les classes qui résultent - ou ne résultent pas ou plus - des formes contemporaines que prend cette la lutte des classes. De manière provocatrice on peut alors parler de « lutte des classes sans classes ». Ce qui veut dire que la traduction, dans le paysage concret des groupes et classes sociales, des formes actuelles de la lutte des classes, c'est la tendance à l'effacement de ces grands groupes sociaux qui étaient hier plus nettement séparés, plus visibles, plus identifiables, et par ailleurs davantage conscients de leurs appartenances. Bref de ce que l'on désignait hier comme « classes sociales ». Ainsi un signe de grande force de la bourgeoisie dans sa lutte des classes serait que les classes exploitées et dominées ne se vivent plus du tout comme telles. Ce qui ne signifierait pas la fin de cette lutte, mais le fait qu'elle prendrait des visages méconnaissables : l'intériorisation de la conflictualité sociale sous forme de souffrance personnelle, de culpabilité, la tendance à la « lutte de tous contre tous ». D'ailleurs depuis le seconde Guerre Mondiale on peut considérer que se sont succédées deux périodes historiques qui, selon des modalités bien distinctes, se sont traduites par un recul des identités de classes.

La conjoncture historique des années 1950-1970. C'est une conjoncture de force relative de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier, qui a conquis nombre de droits, dans un contexte de promotion sociale massive, de dé-particularisation du monde ouvrier. En a résulté le recul de l'insécurité salariale, l'intégration dans l'univers de la consommation de masse, l'apparition d'une séquence de « jeunesse » avant l'entrée dans le système productif, la montée de l'individualisation. Ainsi la dissolution partielle du monde ouvrier a, pour une part, résulté de sa force dans le rapport des classes.

La conjoncture qui s'est installée depuis les années 1980. Elle est, à l'inverse, celle d'un retournement de ce rapport de forces des classes. Il a, entre autres effets, le chômage de masse, la précarisation et l'éclatement des formes de travail et d'emploi, le recul des droits sociaux, lesquels contribuent aussi à l'affaiblissement des formes de conscience et de solidarité dans les classes populaires.

D'où l'invitation à réfléchir en termes de paradoxe : « des classes qui existent de plus en plus et de moins en moins ».

De plus en plus. L'existence d'une classe exploiteuse et mobilisée est de plus en plus difficile à nier. L'existence d'inégalités sociales accrues, au plan national et mondial est attestée – ne serait-ce qu'en France 5% des ménages détiennent la moitié du patrimoine, tandis que 50% des ménages se partagent...9% de ce patrimoine. Or ce creusement des inégalités est en relation étroite avec un partage de la valeur ajoutée nettement plus favorable au capital qu'au travail depuis une trentaine d'années. L'idée que nous serions dans une société moyennisée et pacifiée socialement n'est plus tenable. Les classes populaires – ouvriers et employés - demeurent majoritaires et de larges fractions des classes moyennes sont confrontées aux durcissement et à la précarisation de la condition salariale. La conflictualité sociale ne se dément plus depuis une quinzaine d'année, marquée par la montée de la revendication de partage des richesses, et même par le sentiment de participer, y compris en tant que sujet individuel, à la lutte des classes : l'autocollant « Je lutte des classes » est celui qui a eu le plus de succès dans les grandes manifestations de cette automne pour la défense des retraites. Et les comportements politiques continuent d'entretenir un rapport avec les appartenances sociales, comme l'ont montré les résultats du référendum sur le TCE en 2005, avec un vote « non » d'autant plus fréquent que l'on descend dans l'échelle sociale et que l'on se rapproche du monde de la fonction publique.

De moins en moins. Les frontières se sont brouillées et élargies, notamment entre classes populaires et classes moyennes. O. Schwartz (1997) a montré combien les transformations du travail – poussée des activités de service comprenant une relation directe avec un public socialement diversifié – et de la scolarité – généralisation de la scolarisation des enfants des classes populaires dans le secondaire, et, partiellement, dans le supérieur – ont brouillé ces frontières chez les jeunes générations. Les formes de conscience de classe ont beaucoup reculé. Toute une série de rapports sociaux et d'identités sociales qui ne dérivent pas des rapport et identités de classe sont bien plus visibles que par le passé – qu'elles soient liées au genre, aux origines ethniques, aux générations ; de multiples luttes mobilisent ces identités. Et même dans les grandes mobilisation sociales, ce n'est pas nécessairement la notion de classe qui fonctionne comme opérateur de la mise en mouvement. Et, même si on peut rattacher des enjeux comme l'enjeu écologique à des enjeux de classe – dans la mesure où c'est bien un capitalisme débridé et mû par une logique purement financière qui met en cause le devenir de la planète – la plupart de ceux qui se mobilisent pour l'environnement ne le vivent pas comme tel. Ces

transformations peuvent s'interpréter comme une « universalisation de l'antagonisme de classe » : ce dernier est en quelque sorte « monté d'un étage » et ne se présente plus comme tel.

Pour une lecture non bourdivine de la mobilité sociale

Les années 1950-1970 ont été une période assez exceptionnelle de promotion sociale, notamment des classes populaires vers les classes moyennes .

Pendant longtemps l'accent a été mis sur la positivité, la naturalité de cette mobilité sociale ascendante. Mais l'œuvre d'Annie Ernaux, avant le livre de Didier Eribon, avait déjà montré magistralement les tensions dans lesquelles un tel parcours de « transfuge » s'accomplissait. Il s'agit toujours peu ou prou d'un déchirement culturel entre deux mondes sociaux, dont on porte à vie les traces sociales et subjectives. On ne sort pas indemne de sa classe d'origine. La grille d'interprétation de ces deux auteurs est celle de la sociologie de P. Bourdieu, à laquelle j'adhère... disons à 90%. Un peu comme Luc Boltanski (2009) dans son dernier livre, ma divergence porte sur l'appréciation ou non de l'existence de « compétences critiques » chez les acteurs. Compétences dont le sociologue critique n'a pas le monopole et sur lesquelles il peut et doit s'appuyer dans son travail de critique scientifique et sociale.

La sociologie de P. Bourdieu insiste sur l'altérité culturelle entre les mondes sociaux, et sur l'importance de la force de rappel des lois de la reproduction, des déterminismes sociaux. Mais, à mon sens, elle ne met pas assez en valeur tout ce qui a rendu possible ces parcours improbables. Elle met bien en lumière les obstacles qui se dressent tout au long de ces parcours minoritaires, mais sous-estime les ressources sur lesquelles ils s'appuient. Or il faut à mon sens toujours se poser la question : en dehors du contexte macrosocial d'ouverture objective des possibilités de promotion par la multiplication des emplois de cadre et de professions intermédiaires, quelles sont les ressources sociales et subjectives que ces personnes ont trouvées, y compris dans leur milieu sociofamilial d'origine, pour réussir une bonne scolarité ?

Ici je m'appuie sur les recherches de Jean-Pierre Terrail (1992), qui avait identifié trois profils de « transfuges » d'origine populaire, correspondant à trois logiques de mobilisation familiale ayant permis la réussite scolaire. Il s'agit bien entendus de types idéaux au sens de Max Weber.

Le premier était celui des familles ouvrières militantes, notamment communistes. Le ressort de la mobilisation est la fierté de l'appartenance ouvrière – le message parental est alors « parce que tu es enfant d'ouvrier, tu peux réussir aussi bien que les autres » -, et ses ressources concrètes sont, entre autres, la familiarité avec la lecture dans l'espace parental.

Le second était celui des familles ouvrières conservatrices, catholiques. Le ressort de leur mobilisation est la dévalorisation de leur condition ouvrière, le refus de s'identifier à cette condition et à la culture qu'elle peut porter - le message parental est alors de sortir d'une condition ouvrière indigne : « bien qu'enfant d'ouvrier, tu peux réussir aussi bien que les autres ».

Le troisième était celui de familles ouvrières déracinées ayant connu un processus migratoire associé à une ouverture des horizons sociaux. Ce type de parcours peut amener à remettre en question la nécessité de la reproduction du destin social. Le ressort de la mobilisation est alors moins souvent présent explicitement chez les parents, la mobilisation du jeune enfant que sujet, éventuellement contre les messages parentaux, y est sans doute plus manifeste.

L'idée de Jean-Pierre Terrail est que ce qui soutient cette mobilisation des familles ouvrières pour la réussite scolaire de leurs enfants c'est un rapport à la condition sociale ouvrière qui toujours aussi, peu ou prou, actif : fait *aussi* de résistance à la domination, et *pas seulement* de soumission ou de consentement à cette dernière, y compris quand cette résistance prend un visage « individualiste ». A partir de là je me demande si dans son livre Didier Eribon reconnaît suffisamment sa dette à l'égard de ses parents. Il donne pourtant au lecteur bien des éléments pour l'identifier. Directement – ils se sont acharnés au travail pour lui payer des études et accepter de fait qu'il se sépare socialement d'eux par la promotion scolaire et sociale. Et indirectement : sa mère lui transmet quelque chose de son désir frustré de faire des études ; son père ne se résigne pas à son sort de manœuvre et deviendra agent de maîtrise et lui transmet une très forte conscience de classe, parfois une haine de la classe adverse, nourrissant sans doute un désir de revanche sociale dont la réussite scolaire a pu fournir l'enjeu. D'ailleurs l'engagement politique du jeune Didier dans un mouvement trostkyste – dont il nous explique l'importance comme vecteur de son goût pour la philosophie – n'est pas sans lien avec les valeurs politiques initiales, communistes, de son milieu familial

C'est pourquoi les trajectoires minoritaires qui échappent à la loi de la reproduction sociale, si elle ne réfutent pas « la vérité sociologique » de cette loi (p. 120), amènent à la nuancer, en y ajoutant une seconde vérité

sociologique : il n'y a jamais purement et simplement résignation à la condition d'exploité, pour soi-même et pour ses enfants. Des millions d'enfants d'ouvriers ont ainsi pu échapper à la condition ouvrière parce que les parents leur ont transmis, et confié leur propre résistance à la condition ouvrière. Si on accepte l'idée selon laquelle les enfants se voient toujours confier par leur parents une mission de *réparation*, cette dernière peut prendre la forme de la réussite scolaire et sociale : derrière la « trahison » des origines, il y a aussi une fidélité à ces origines. Ainsi, il n'y a pas que rupture, trahison et honte, il y a de la continuité, et parfois de la fierté. Continuité d'un combat qui, certes, change de terrains et de formes pour en adopter de nouvelles, que tout semble séparer de celles qui ont été celles des parents. Fierté parfois, du sujet qui a effectué un parcours d'exception sans renier ses origines, et du milieu familial lui-même quand il a soutenu pleinement ce parcours. Si le parcours de Didier est marqué par cette honte, voire ce mépris de ses origines ouvrières en ce qu'elles sont porteuses de négativité – violence conjugale, homophobie, racisme, et plus récemment basculement vers le vote Front National – dont tout le livre est une sorte de travail pour la dépasser en élucidant les déterminismes sociaux qui pesaient sur elle, je ne suis pas sûr qu'il soit entièrement parvenu au terme de ce parcours à la reconnaissance d'une dette « positive ». Et je suis certain que bien d'autres parcours de « transfuges » d'origine ouvrière sont marqués par davantage d'ambivalences assumées entre les ressources et les contraintes dont ils ont bénéficié.¹

« Résister » prend ainsi des formes multiples et parfois contraires : « résister » à l'imposition de l'habitus scolaire et se retrouver exclu de l'école et renvoyé à son destin de classe : se « soumettre » pour réussir à l'école et échapper au destin de classe.

Nous sommes aujourd'hui dans une toute autre conjoncture : la problématique de la promotion tend à être remplacée par celle du déclassement. Des travaux, comme ceux de Camille Peugny (2009) commencent à en étudier les modalités, y compris subjectives. Ce n'est pas la même chose d'être déclassé quand on est issu d'une famille d'héritiers installés depuis plusieurs générations dans le monde des cadres ou des classes moyennes diplômées, ou quand on est issu d'une première génération de cadres, d'extraction populaire. Les premiers vont avoir tendance à se vivre comme individuellement responsable de leur échec et à se replier sur eux-mêmes, les seconds vont adopter une attitude de rébellion

¹ Une note récente de la Fondation Jaurès, s'appuyant sur une série de sondages, montre que les ouvriers ne sont guère plus homophobes et xénophobes que l'ensemble de la population, et que les jeunes ouvriers le sont plutôt moins : Jérôme Fourquet, « Les ouvriers français. Valeurs, opinions, attentes », *Note de la Fondation Jean Jaurès*, n° 41, 26 novembre 2009.

face à une injustice collective – ils sont plus diplômés que leurs parents et débutent bien plus difficilement dans la vie -, de mobilisation d'une identité générationnelle sur le mode de la dénonciation de la « génération sacrifiée ».

Il y a donc bien des manières différentes de vivre subjectivement les déplacements dans l'espace social. Ces manières n'ont pas seulement à voir avec des questions de psychologie personnelle. Mais aussi avec des parcours sociaux sur plusieurs générations, avec des lignées maternelles et paternelles qui sont rarement strictement homogènes, et des filtres symboliques et politiques qui donnent des sens bien différents à des trajets objectivement semblables.

Ce n'est pas un hasard si la thématique de l'identité a acquis une telle importance dans les sciences sociales. Les univers sociaux se sont décloisonnés, que ce soit au plan objectif, au plan imaginaire et symbolique. Les déplacements et les multi-appartenances provoquent un travail identitaire souvent douloureux, débouche parfois sur le repli identitaire, le refuge dans des identités mythifiées, réinventées. Mais heureusement aussi sur de la création, y compris littéraires et esthétiques. Je ne suis pas sûr qu'il faille regretter l'ancien monde des identités sociales assignées à vie, je ne suis même pas sûr qu'il était toujours plus facile à vivre.

Références

- Luc Boltanski (2009), *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Gallimard, NRF Essais, 2009.
- Paul Bouffartigue (dir.) (2004), *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, La Dispute.
- Didier Eribon (2009), *Retour à Reims*, Fayard.
- Camille Peugny (2009), *Le déclassement*, Grasset.
- Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot (2000), *Sociologie de la Bourgeoisie*, La Découverte.
- Olivier Schwartz (1997), *La notion de « classes populaires »*, Habilitation à Diriger des Recherches en sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.
- Jean-Pierre Terrail (1992), *Destins ouvriers. La fin d'une classe ?* PUF.